



Assemblée générale

Distr. générale
21 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session
Point 146 de l'ordre du jour
Aspects administratifs et budgétaires
du financement des opérations de maintien
de la paix des Nations Unies

Rapport sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Exécution du mandat	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits ouverts	5
C. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées	9
D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	10
III. Exécution du budget	18
A. Ressources financières	18
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	19
C. Évolution des dépenses mensuelles	19
D. Autres recettes et ajustements	20
E. Contributions non budgétisées	20
IV. Analyse des écarts	20
V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide	23
VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	25



Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 et l'objectif de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante.

Au cours de la période à l'examen, la Base a continué de regrouper et de rationaliser ses moyens et fonctions d'appui existants dans le cadre de sa conversion en Centre de services mondial et elle a achevé la mise en place de la Base d'appui des Nations Unies à Valence (Espagne). En application de la résolution 65/291 de l'Assemblée générale, les fonctions suivantes ont été transférées du Département de l'appui aux missions à la Base de Brindisi : fonctions de gestion du matériel de la Division des technologies de l'information et des communications, appui technique aux systèmes financiers, traitement des indemnités pour frais d'études à l'échelle mondiale et gestion des marchés passés pour les missions.

Pendant les 12 mois considérés, les dépenses de la Base de Brindisi se sont élevées à 64,3 millions de dollars des États-Unis, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 93,8 % (pour l'exercice précédent, les dépenses avaient atteint 68,1 millions de dollars, soit un taux d'exécution de 99,9 %).

La baisse du montant des dépenses opérationnelles s'explique principalement par l'ajournement d'un projet informatique majeur en raison de la lenteur de la procédure de passation de marchés. La sous-utilisation des crédits ouverts au titre des dépenses afférentes au personnel civil est principalement imputable au fait que les dépenses communes de personnel concernant les fonctionnaires recrutés sur le plan national ont été inférieures au montant inscrit au budget.

Les taux d'occupation des postes sont demeurés relativement stables par rapport à la période précédente.

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Personnel civil	40 477,8	39 411,4	1 066,4	2,6
Dépenses opérationnelles	28 034,7	24 841,8	3 192,9	11,4
Montant brut	68 512,5	64 253,2	4 259,3	6,2
Recettes provenant des contributions du personnel	6 249,9	5 889,0	360,9	5,8
Montant net	62 262,6	58 364,2	3 898,4	6,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	68 512,5	64 253,2	4 259,3	6,2

Ressources humaines : occupation des postes

<i>Catégorie</i>	<i>Postes approuvés^a</i>	<i>Postes effectivement pourvus (moyenne)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)^b</i>
Personnel recruté sur le plan international	118	93	21,2
Personnel recruté sur le plan national	270	258	4,4
Postes de temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan national	13	10	23,1

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes prévus, mois par mois.

^c Financés au moyen des crédits prévus à la rubrique personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Le présent rapport rend également compte de l'utilisation faite des stocks stratégiques pour déploiement rapide pendant l'exercice en question.

Utilisation des stocks stratégiques pour déploiement rapide

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

<i>Catégorie</i>	<i>Livrés^a</i>	<i>Dépenses</i>
Stocks stratégiques pour déploiement rapide	47 706	22 835

^a Valeurs de remplacement.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section VI du présent rapport.

I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 28 février 2011 (A/65/760), le budget pour l'entretien de la Base de soutien logistique de Brindisi (Italie) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 s'élevait à un montant brut de 60 528 400 dollars (montant net : 55 275 400 dollars). Dans son rapport sur la question (A/65/743/Add.12), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que le budget proposé par le Secrétaire général (montant brut : 60 528 400 dollars; montant net : 55 275 400 dollars) soit approuvé.

2. Dans sa résolution 65/291, l'Assemblée générale a approuvé un montant brut de 68 512 500 dollars (montant net : 62 262 600 dollars) au titre de l'entretien de la Base de Brindisi pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, qui incluait les ressources budgétaires afférentes aux unités hébergées (Force de police permanente, Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires et Service intégré de formation).

3. Dans sa résolution 56/292, l'Assemblée générale avait souscrit au concept de stocks de matériel stratégique et à son application aux fins du déploiement d'une mission complexe, tel que présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 14 mars 2002 (A/56/870), et avait approuvé un montant de 141 546 000 dollars au titre de ces stocks, qui ont pour but de permettre de déployer des missions rapidement et de réduire les délais de livraison du matériel dont les missions ont immédiatement besoin lorsqu'elles sont créées ou élargies. Ils constituent un mécanisme dynamique qui est constamment reconstitué et évalué pour veiller à ce que le matériel réponde aux besoins changeants des opérations. Dans sa résolution 59/299, l'Assemblée a approuvé l'intégration des coûts de reconstitution de ces stocks dans le montant des dépenses autorisées conformément au paragraphe 1 de la section IV de sa résolution 49/233 A. Dans sa résolution 64/269, elle a décidé que, si une décision du Conseil de sécurité concernant la phase de démarrage ou l'élargissement d'une opération de maintien de la paix s'accompagnait de l'obligation d'engager des dépenses, le Secrétaire général était autorisé, avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à utiliser les stocks stratégiques pour déploiement rapide disponibles à concurrence d'une valeur de 50 millions de dollars, les stocks devant être reconstitués lorsque le crédit initial aurait été ouvert. Dans sa résolution 66/266, l'Assemblée a décidé de porter un montant de 50 millions de dollars tiré des stocks stratégiques pour déploiement rapide en diminution de celui des ressources à prévoir au titre de la Base de Brindisi pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. À l'origine, le Département des opérations de maintien de la paix utilisait le dépôt de l'Organisation des Nations Unies, d'abord situé à Naples puis transféré à Pise (Italie). Ce dépôt avait été créé pour abriter le matériel devenu disponible après la liquidation de la première Force d'urgence des Nations Unies en 1956. La Base de Brindisi est opérationnelle depuis la fin de 1994.

5. Le mémorandum d'accord concernant l'utilisation de ces locaux par l'Organisation a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement italien le 23 novembre 1994. Un premier additif au mémorandum a été signé le 7 décembre 2001 et concerne le don de trois nouveaux entrepôts; un deuxième additif, signé le 4 août 2008, porte sur la cession par le Gouvernement italien de locaux et de terrains supplémentaires à la Base de soutien logistique; un troisième additif, relatif à la cession de six bâtiments et de terrains non bâtis à la Base par le Gouvernement italien, a été signé le 23 novembre 2011. Un mémorandum d'accord régissant l'utilisation des installations de Valence par les Nations Unies a été signé par le Secrétaire général et le Gouvernement espagnol le 28 janvier 2009.

6. La Base a pour objectif général de favoriser le fonctionnement efficace et rationnel des opérations de maintien de la paix.

7. Dans le cadre de cet objectif général, la Base a contribué, durant l'exercice considéré, à une réalisation escomptée en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui regroupent les pôles fonctionnels suivants : services logistiques; services des transmissions et de l'informatique; services d'appui; unités hébergées – qui comprennent le Service intégré de formation, la Force de police permanente et le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires.

8. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2011/12, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits ouverts

9. Au cours de l'exercice considéré, la Base s'est acquittée des tâches suivantes :

a) L'établissement à Valence (Espagne) de la Base d'appui des Nations Unies et sa mise en service ont été achevés;

b) Le programme de construction du complexe de la Base de soutien logistique, notamment du bâtiment B, qui doit abriter un centre de données et des bureaux, a été achevé;

c) Le regroupement et la rationalisation des moyens et fonctions d'appui existants de la Base de Brindisi, dans le cadre de sa conversion en Centre de services mondial, ont débuté par la restructuration des services logistiques et des

services d'appui et par le transfert de quatre fonctions du Département de l'appui aux missions, au Siège, à savoir les fonctions de gestion du matériel de la Division des technologies de l'information et des communications, l'appui technique aux systèmes financiers, le traitement des indemnités pour frais d'études à l'échelle mondiale et la gestion des marchés passés pour les missions.

10. Les services logistiques et les services d'appui ont mené à bien les activités suivantes :

a) Entreposage, maintenance, réception, inspection, livraison et rotation des véhicules, du matériel et des fournitures techniques et de tout le matériel nécessaires au déploiement et au fonctionnement des missions de maintien de la paix;

b) Remise en état des véhicules, groupes électrogènes et appareils de climatisation devant être versés aux stocks de réserve de l'Organisation ou redistribués aux missions de maintien de la paix;

c) Fourniture des services d'appui au sol nécessaires aux mouvements d'aéronefs, notamment pour le compte du Programme alimentaire mondial (PAM);

d) Affectation de membres du personnel de la Base de soutien logistique dans plusieurs équipes d'appui des missions dans un certain nombre de domaines, comme les techniques de conception de modules;

e) Prestation d'un appui à la mise en route de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) par plusieurs sections de la Base et incorporation de six membres de la MANUL dans diverses équipes à la Base, aux fins d'une plus grande efficacité opérationnelle;

f) Coordination et animation de 235 stages de formation dispensés à 3 419 participants;

g) Octroi à neuf membres du personnel du certificat de niveau 4 en techniques d'achat par l'Institut agréé des achats et des approvisionnements;

h) Prestation d'un appui renforcé en matière d'achats et de passation de marchés aux missions politiques spéciales disposant de peu de moyens dans ce domaine – voire d'aucun – par l'entremise du service intégré d'appui opérationnel aux missions en matière d'achats et de passation de marchés, projet du Département de l'appui aux missions mené dans le cadre de la stratégie globale d'appui aux missions. Pendant la période à l'examen, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (BRSAO) et la MANUL ont reçu un tel appui;

i) Parachèvement de la construction du bâtiment B, qui fait partie d'une installation regroupant tout ce qui touche les communications par satellite. Le projet de modernisation du système électrique est en suspens, dans l'attente du résultat du nouvel appel d'offres lancé après que le fournisseur initialement choisi a fait faillite;

j) Trois cent soixante-douze dossiers traités par le Conseil central de contrôle pour le personnel des missions, qui a recommandé l'inscription de 12 193 candidats sur des fichiers de recrutement dans diverses catégories professionnelles.

11. Le Service des communications et des technologies de l'information a accompli un certain nombre d'objectifs importants, parmi lesquels :

a) L'entrée en service de la Base d'appui de Valence en tant que site secondaire dans le cadre d'un pôle d'information et de communications des Nations Unies organisé selon une configuration active/active équilibrant les charges et destiné à fournir des services d'hébergement et de connexion aux opérations sur le terrain et aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies;

b) L'installation du système d'appui à l'infrastructure nécessaire pour héberger les systèmes correspondant aux installations d'information et de communications nouvellement mises en place;

c) La mise à l'essai de la virtualisation des postes de travail et l'installation de l'infrastructure nécessaire, d'où une diminution des dépenses de fonctionnement;

d) L'obtention de la certification ISO 27001 pour une nouvelle année pour le centre de données de la Base de Brindisi, ainsi que pour le téléport;

e) La disponibilité, dans plus de 99 % des cas, des services en réseau du centre de données et de télécommunications (voix, données et visioconférence);

f) L'installation, la mise à l'essai et la mise en service du système de visioconférence multisites entre Valence et Brindisi qui assure une centralisation des échanges et une reprise sur défaillance automatique;

g) Le transfert de tous les services de communication par satellite du Siège de l'ONU, à New York, au Centre de services mondial;

h) L'installation du matériel et des logiciels du centre de données, nécessaire pour appuyer la particularisation du projet de progiciel de gestion intégré (Umoja) dans le cadre du Centre de services mondial;

i) Le démarrage de la procédure d'optimisation de l'infrastructure de communication par satellite à l'appui de la mise en place sur le terrain du progiciel de gestion intégré et d'autres applications centralisées.

12. Le Centre des opérations aériennes a continué d'apporter son appui aux missions, pour ce qui est du contrôle et du suivi des vols des transports aériens stratégiques et de certains vols transportant des personnalités. Il a également établi 12 rapports sur l'exploitation de la flotte à l'échelle mondiale, recommandations à l'appui, afin qu'il soit possible d'utiliser au maximum et au mieux un nombre d'aéronefs en diminution pour les transports aériens stratégiques, ainsi que des rapports sur la planification du réseau et de la flotte grâce au recours à des techniques qui permettent de réaliser des prévisions progressives, le but étant de déterminer quels sont les besoins réels en matière d'appui aérien.

13. Le Centre de gestion du système d'information géographique a rapidement missionné des experts à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et au Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie (UNSOA), avec pour tâches la mise au point et la configuration de systèmes géospatiaux et des bases de données géographiques. Le Centre est également venu en aide à la Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) en mettant sur pied à distance le système Google Enterprise et la procédure de traitement des images satellitaires à l'appui d'élections et d'autres activités. De plus le Centre a aidé la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) à traiter des images satellitaires, mais aussi à explorer les eaux souterraines et à rechercher des sites de captage. Enfin, il a aidé

l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour l'établissement de cartes topographiques.

14. Le Centre des normes et études techniques a assuré le suivi et la mise à jour de la base de données techniques en ligne enrichie, créé deux espaces de travail virtuels fonctionnant en temps réel, ce qui a porté le nombre de tels espaces à neuf. Le Centre a joué le rôle de service d'assistance aux missions extérieures et fourni un appui sur le terrain à l'UNSOA, à la MANUL, au Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda), à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et à la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) dans le cadre de projets techniques d'envergure. Il a continué d'élaborer, d'administrer et de regrouper plusieurs cadres de planification pour en faire un seul module normalisé pouvant servir à la planification des camps militaires et des camps d'unités de police constituées de toutes dimensions, qui comporte toutes les principales données techniques, notamment en ce qui concerne les quantités, les coûts et les liens avec les contrats-cadres. En outre, le Centre a élaboré et administré 16 modules de conception technique normalisés des locaux et installations les plus usuels des missions sur le terrain. Enfin, il a aidé le Département de l'appui aux missions à élaborer de nouveaux contrats-cadres pour la prochaine génération de technologies.

Unités hébergées

Force de police permanente

15. La Force de police permanente a mis sur pied les composantes police de la MANUL et de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei. En outre, elle a prêté une assistance considérable, pendant des périodes d'une durée comprise entre un et trois mois, au BRSAO, à la MINUSS, à la FISNUA, à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), à la MINUAD, à la MANUL, au Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie (UNPOS) et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Tchad.

16. La Force de police permanente a participé à des évaluations techniques et de police dans le cadre d'une mission d'établissement des faits en Syrie en partenariat avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et la MINUSS; à une mission d'appui au Sahel avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL); à une réunion du Comité des politiques de haut niveau de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest, à Dakar; à des missions en Guinée, avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et auprès de l'ONUCI et de la MINUT.

Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires

17. Le Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires a fourni un appui au démarrage de la MINUSS et de la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne (MISNUS), ainsi qu'un appui à l'ONUCI.

Service intégré de formation

18. Le Service intégré de formation a dispensé une formation préalable au déploiement à 379 membres du personnel civil.

C. Partenariats, coordination des équipes de pays et missions intégrées

19. La Base de soutien logistique a assuré des liaisons par satellite et apporté un appui informatique pour deux séances de formation organisées par le PAM à la Base de San Vito. Le Service des communications et des technologies de l'information a en outre continué à apporter son appui aux services de téléphonie par Internet et de transmission de données de l'entrepôt de fournitures humanitaires des Nations Unies du PAM. Le Centre international de calcul (CIC) et l'UNOPS ont bénéficié de services dans les domaines de l'informatique de bureau, de la téléphonie par Internet et des réseaux informatiques.

20. Dans sa résolution 66/266, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter dans son prochain rapport sur l'exécution du budget des informations sur les relations du Centre de services mondial avec les autres entités des Nations Unies. La coopération avec d'autres organismes s'est diversifiée et renforcée, des services d'informatique et d'appui aux conférences ayant été fournis aux entités suivantes : l'Office des Nations Unies à Nairobi, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Bureau de l'informatique et des communications, le Département des affaires économiques et sociales, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la Commission économique pour l'Afrique, le Tribunal pénal international pour le Rwanda, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, la Cour pénale internationale, le Bureau des Nations Unies au Burundi, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Programme de Volontaires des Nations Unies, le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation mondiale du commerce, l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, la Stratégie internationale de prévention des catastrophes de l'ONU, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, l'Université des Nations Unies, la Banque mondiale, l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Ministère du développement international du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Institut africain de développement économique et de planification, l'Union africaine, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation internationale de

normalisation, le CIC, le Corps commun d'inspection et la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala.

D. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Réalisation escomptée : Efficience et efficacité accrues de l'appui en matière d'administration, de technologies de l'information et des communications et de logistique prêté par la Base de soutien logistique aux opérations de maintien de la paix, à d'autres missions et à ses propres services

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
1. Examen approfondi des procédures et des fonctions des trois services de la Base de soutien logistique et élaboration d'un plan de mise en œuvre de la transformation de la Base de soutien logistique des Nations Unies en centre mondial de services, conformément à la stratégie globale d'appui aux missions	Objectif atteint. Le plan de mise en œuvre de la transformation de la Base a été élaboré.
2. Mise en place des aménagements structurels et organisationnels nécessaires pour faciliter la transformation de la Base de soutien logistique en centre mondial de services	Objectif atteint partiellement. La fonction ingénierie a été restructurée. Les fonctions approvisionnements et transports sont en cours de réorganisation en 2012/13.
3. Familiarisation des parties prenantes avec les rôles et responsabilités incombant à la Base de soutien logistique des Nations Unies et à ses services	Objectif atteint. Trois réunions-débats et 12 réunions de coordination ont été tenues, au cours desquelles les chefs de section ont communiqué des informations concernant les rôles et responsabilités propres à chaque section dans le contexte de la réorganisation de la Base et des responsabilités qui lui incombent. En outre, 29 téléconférences avec des missions de maintien de la paix ont été tenues à la Base afin d'examiner l'appui technique et administratif que le Centre de services mondial peut apporter à des projets spécifiques.
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations</i>

Services de logistique

Tenue de 4 réunions-débats et de 12 réunions avec les chefs de service et de section en vue d'assurer la communication aux parties prenantes d'informations relatives aux rôles et aux responsabilités incombant à chaque section	3 Réunions-débats ont été tenues 12 Réunions de coordination ont été tenues avec les chefs de section des services logistiques
Promulgation de cinq consignes permanentes à l'intention du personnel	Non L'objectif n'a été atteint que partiellement compte tenu des différentes phases de restructuration du Service logistique. Des consignes permanentes sont en cours d'élaboration et devraient être achevées d'ici à juin 2013 pour les sections et groupes suivants :

Surveillance et suivi de 750 avions de l'ONU affectés à des mouvements aériens stratégiques, qui s'effectuent hors de la zone des missions et entre les missions, afin de s'assurer que les appareils déployés sont exploités dans le respect des principes définis par le Secrétariat en matière d'utilisation et d'optimisation de la flotte au niveau mondial

Surveillance et suivi de 3 500 vols stratégiques effectués hors de la zone des missions et entre les missions, en vue de centraliser le contrôle et la surveillance des avions à l'échelle mondiale de manière à rationaliser les opérations; fourniture d'un appui aux opérations de recherche et de sauvetage

Prestation de conseils touchant à l'aéronautique et de services d'assistance météorologique, et octroi d'autorisations de survol et d'atterrissage aux fins de la conduite de 18 opérations aériennes stratégiques

Prestation de services de maintenance au sol à 30 opérations de transport aérien à partir et à destination de l'aéroport de la Base logistique, dont 15 effectuées pour le compte de missions de l'ONU et 15 autres pour le compte du Programme alimentaire mondial (PAM)

Établissement de plans d'aérodromes et de terminaux aériens et mise au point de projets de réaménagement connexes, dans les zones de déploiement des missions, conformément aux politiques et aux lignes directrices qu'a définies le Siège, pour s'assurer que les infrastructures aéroportuaires utilisées dans le cadre de ces missions garantissent la sécurité des opérations aériennes

Groupe de la gestion des programmes; Section des services centraux d'entretien et de réparation; Section des services centraux d'entreposage et de distribution; Groupe de la codification; Groupe de la réception et de l'inspection; Groupe du matériel de manutention; Groupe du contrôle du matériel et des stocks et Groupe du système d'information géospatial.

355 Aéronefs affrétés participant à des mouvements aériens stratégiques ont fait l'objet d'une surveillance et d'un suivi. Le nombre d'appareils moins élevé que prévu s'explique par la réduction de la flotte stratégique par la Section des transports aériens et par la cessation des activités de la MINURCAT.

7 689 Vols ont fait l'objet d'une surveillance et d'un suivi; il n'y a eu aucune demande d'appui à des opérations de recherche et de sauvetage.

19 Opérations aériennes ont bénéficié d'un appui (y compris pour l'obtention des autorisations diplomatiques).

Oui Des services de maintenance au sol ont été fournis à 11 opérations de transports aériens du PAM.

Des services de maintenance au sol ont été fournis à deux missions de transport aérien des Nations Unies seulement, en raison du fait que les opérations passant par Brindisi étaient limitées aux opérations d'urgence de la MINUSS.

Non Les fonctions continuent d'être exercées au Siège.

Production d'images satellites haute résolution et de cartes topographiques des zones de déploiement prioritaires, notamment : 80 à 100 cartes topographiques destinées à la MINUAD et à la MONUSCO; une étude hydrogéologique destinée à la MINURSO; une carte bathymétrique de la zone entourant l'aéroport de Mogadiscio destinée au Bureau d'appui de l'ONU pour l'UNSOA et une quantité équivalente de données géospatiales destinées à la MINUAD et à la MONUSCO

Mise en œuvre des deux premières des quatre phases d'élaboration du Système d'information géographique (SIG) de l'ONU, notamment la base de données géospatiales et les moyens de visualisation des données, aux fins de la mise en place d'un système qui puisse être appuyé par l'infrastructure informatique existante et être accessible à partir de n'importe quel réseau de l'ONU

Mise en place d'un système d'entreposage centralisé et regroupement des ressources affectées à la gestion des stocks et à l'appui technique en vue d'obtenir des synergies et de réaliser des économies d'échelle

Élaboration de modules de conception technique, définition de normes et spécifications internationales en matière de construction et production de matériel technique et de matériaux connexes, à l'intention des missions déployées sur le terrain et d'organisations internationales, dont l'Union africaine

Oui 120 cartes topographiques ont été produites et envoyées à des missions (89 à la MINUAD et 31 à la MONUSCO).

Les trois phases du projet d'étude hydrogéologique de la MINURSO (étude documentaire, levés topographiques et modélisation) sont achevées. Des forages ont été réalisés sur le premier site recommandé et de l'eau a été trouvée.

Non Des essais de réplcation de bases de données géographiques ont été effectués pour deux missions (la MINUAD et la FINUL) en février 2012. Les résultats font apparaître qu'une normalisation de la structure de la base de données géospaciale et des dictionnaires de données est nécessaire.

Mise en œuvre du système mondial de géovisualisation UN Earth Enterprise : plus de 1,2 téraoctet d'images satellitaires haute résolution enregistrées pouvant être visionnées au moyen du système UN Earth Enterprise

Oui Le concept de centralisation du système d'entreposage et de regroupement des ressources affectées à la gestion des stocks et à l'appui technique a été présenté, et sa mise en place proposée et approuvée pour l'exercice 2012/13.

Oui Le Centre des normes et études techniques a révisé et modifié deux modules de conception technique pour l'UNSOA, la MANUI et le Centre de services régional à Entebbe :

- Un cahier des charges pour du matériel technique (générateurs d'eau atmosphériques);
- La modification de conteneurs ISO 20 pieds;
- 100 postes de police locaux;
- Plan d'ensemble d'un camp de 200 hommes;
- Centre médical de niveau I pour un camp de 200 hommes;
- Assortiment de services fournis par la Base logistique à l'UNSOA (pour un camp de 1 000 hommes);
- Bâtiment fabriqué avec des conteneurs maritimes de 20 pieds modifiés (2 prototypes) pour le Centre de services régional à Entebbe;

Conseils en matière de planification et de conception avant le démarrage de travaux de construction

Établissement de normes internationales et de modules de conception technique normalisés, notamment de dessins, de cahiers des charges, de devis quantitatifs, de spécifications techniques et de documents techniques pertinents

Organisation de sessions de formation dont 15 cours portant sur les aspects techniques et opérationnels ainsi que sur la gestion des transports terrestres; 2 cours de logistique axés sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement, l'entreposage, les opérations de réception et d'inspection, la

Oui Conception et mise en œuvre d'un projet d'agrandissement du siège du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (BINUCA)

Établissement des plans, des spécifications et du cahier des charges relatifs à l'aménagement d'un abri sécurisé dans les locaux à usage d'habitation et à l'installation d'un atelier de mécanique pour la MANUI

Participation et fourniture de conseils spécialisés à l'évaluation d'anciens projets de construction de la MINURCAT (commissariats/postes de police) pour le Détachement intégré de sécurité au Tchad

Établissement de plans relatifs à un camp de 1 000 hommes et à une base logistique de 300 hommes pour l'UNSOA

Appui technique à la MANUL : élaboration de 27 cahiers des charges et évaluations techniques, participation aux réunions du comité local des contrats et établissement des plans pour le quartier général de la Mission

Centre de services régional à Entebbe : examens concernant l'exécution échelonnée des différentes composantes, élaboration du plan-cadre d'affectation des locaux, établissement des cahiers des charges relatifs à la conception des infrastructures horizontales et verticales et aux contrats-cadres régionaux

Oui La base de données techniques en ligne a été continuellement enrichie de cahiers des charges normalisés et de publications techniques. La bibliothèque en ligne a été enrichie grâce au téléchargement des normes de l'American Society for Testing and Materials (ASTM), de British Standards et de la Commission électrotechnique internationale (CEI). Le téléchargement des normes de l'Organisation internationale de normalisation (normes ISO) est en cours. Les missions y ont accès et de nouveaux utilisateurs qui en avaient fait la demande ont été reliés à ces bases de données.

- 11 Cours sur les transports terrestres
- 2 Cours de logistique axés sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement
- 3 Cours sur le Système d'information géographique

distribution et les termes commerciaux internationaux; 4 cours sur le Système d'information géographique centrés sur les données géospatiales, les levés topographiques, l'imagerie satellite haute résolution et les cartes topographiques; 2 cours d'ingénierie portant sur les sources d'énergie de remplacement, la modularisation ainsi que la gestion des déchets et de l'eau; et lancement de 2 campagnes en faveur de la sécurité sur le lieu de travail, en vue de familiariser le personnel de la Base logistique avec les pratiques optimales suivies dans ce domaine

Exploitation, mise à l'essai, inspection, entretien et réparation de 137 véhicules appartenant au parc automobile de la Base de soutien logistique et de 9 groupes électrogènes

Réception, inspection, mise à l'essai, préservation, stockage et entretien de stocks stratégiques pour déploiement rapide et de stocks de réserve de l'ONU

Service des communications et de l'informatique

Services d'appui et d'entretien pour 81 lignes téléphoniques E1 reliant les missions entre elles, 52 lignes téléphoniques commerciales E1 (réseau numérique à intégration de services), 12 liaisons louées et 5 liaisons à haut débit par Internet

Entretien et exploitation de 73 commutateurs, 6 pare-feu, 7 systèmes de pare-feu, 73 serveurs, 26 routeurs, 9 analyseurs de réseaux, 9 systèmes de détection des intrusions, 2 modules de commutation, 2 mémoires cache, 6 compteurs d'impulsions, et 47 accélérateurs réseau et systèmes de gestion des commandes

2 Cours d'ingénierie

Aucune campagne en faveur de la sécurité sur le lieu de travail n'a eu lieu. Les questions de sécurité sur le lieu de travail ont été traitées dans le cadre des activités relatives à la restructuration du Service de la logistique et à l'introduction du concept de centralisation de l'entreposage et de l'entretien.

137 Véhicules appartenant à la Base de soutien logistique

8 Groupes électrogènes appartenant à la Base de soutien logistique

Oui 241 articles ont été reçus dans les stocks stratégiques pour déploiement rapide et 73 dans les stocks de réserve

81 Lignes téléphoniques E1 reliant les missions entre elles

52 Lignes téléphoniques commerciales E1 (réseau numérique à intégration de services)

12 Liaisons louées

1 Liaison à haut débit par Internet

Une liaison à haut débit par Internet étant fournie par la Base d'appui des Nations Unies à Valence, la Base de soutien logistique de Brindisi n'a plus besoin que d'un seul prestataire de services Internet. Les contrats avec les trois autres prestataires de services Internet ont été résiliés par les missions.

88 Commutateurs

6 Pare-feu

7 Systèmes de pare-feu

81 Serveurs

38 Routeurs

10 Analyseurs de réseaux

10 Systèmes de détection des intrusions

2 Modules de commutation

2 Mémoires cache

	6	Compteurs d'impulsions
	47	Accélérateurs réseau et systèmes de gestion des commandes
Hébergement, maintenance et assistance de 60 applications centrales (gestion du matériel, systèmes financiers et systèmes d'achat, messagerie Web, sites Web et répliquions de Lotus Notes) pour toutes les missions et le Siège	Oui	Taux de disponibilité de 99,98 % en ce qui concerne l'hébergement, la maintenance et l'assistance apportée à : 600 comptes de messagerie Lotus Notes, 1 100 boîtes aux lettres groupées, 30 boîtes aux lettres d'essai, 154 applications et bases de données sans lien avec le courrier électronique, 13 sites SharePoint, 21 sites Internet, et 201 comptes et 47 groupes sur le serveur de la MANUL
Stockage des données de production et de la base de données relative au courrier électronique en vue d'assurer la reprise après sinistre et la continuité des opérations (capacité de stockage de 1 000 téraoctets) au niveau mondial	1 200	Téraoctets de capacité de stockage
Fourniture de services de communication par satellite et d'un appui à distance à un réseau satellitaire composé de 38 stations terriennes régionales, 384 microterminaux, 457 liaisons satellitaires entre les missions et entre celles-ci et les stations au moyen de 4 satellites et 13 transpondeurs et préparation du matériel de télécommunication	38	Stations terriennes régionales
	359	Microterminaux
	465	Liaisons satellitaires entre les missions et entre celles-ci et les stations au moyen de 4 satellites
	13	Transpondeurs + préparation du matériel de télécommunication
Établissement de cahiers des charges et conduite d'évaluations aux fins de l'achat de matériel et de l'administration de 27 contrats-cadres locaux d'acquisition de services de technologies de l'information et des communications et d'équipements connexes	31	Contrats-cadres locaux d'acquisition de services de technologies de l'information et des communications gérés par le Bureau de l'appui administratif au titre du matériel et des services de technologies de l'information et des communications
Services d'appui		
Fourniture de services de gestion et d'un appui administratif à 351 fonctionnaires civils en moyenne	361	Fonctionnaires civils ont reçu des services en matière de gestion et d'appui administratif.
Vérification des références de 1 250 candidats internes ou externes à des postes des opérations de maintien de la paix	1 372	Références de candidats ont été vérifiées.
Prestation et coordination d'un appui administratif et d'un soutien logistique aux fins de la tenue de 227 conférences et stages de formation	235	Conférences et stages de formation s'adressant à 3 419 participants ont été coordonnés et ont reçu un appui.
Prestation de services médicaux au personnel de la Base et aux stagiaires des Nations Unies, et tenue, à l'intention de 300 membres du personnel civil nouvellement recrutés et à l'occasion des stages préalables au déploiement, de séances	3 646	Visites/services médicaux
	21	Séances d'information sur les conditions sanitaires à l'intention de 379 membres du personnel civil nouvellement recrutés participant

d'information sur les conditions sanitaires ainsi que de 10 séances d'information sur les infections sexuellement transmissibles et le VIH à l'intention du personnel de la Base de soutien logistique

Entretien et exploitation des systèmes de communications de la Base, dont 105 combinés téléphoniques sans fil (norme DECT), 667 appareils téléphoniques de bureau et 3 systèmes Cisco de gestion des appels

Entretien et exploitation d'un parc informatique comprenant 58 commutateurs, 3 pare-feu, 61 serveurs, 142 systèmes Cisco et 2 systèmes de stockage de données haut de gamme destinés à assurer le recouvrement de données et la continuité des opérations

Stockage des données de production et de la base de données relative au courrier électronique en vue d'assurer la reprise après sinistre et la continuité des opérations (capacité de stockage de 10 téraoctets)

Entretien et exploitation d'un parc informatique comprenant 632 ordinateurs de bureau, 149 ordinateurs portables, 64 imprimantes, 8 traceurs, 41 expéditeurs numériques et 2 bibliothèques de bandes magnétiques

Entretien de 53 bâtiments en dur (48 728 m²), de 15 autres bâtiments situés dans la zone des ateliers de révision des moteurs (5 240 m²), de 13 modules à parois souples (7 215 m²), de 111 modules préfabriqués (conteneurs), de 343 028 m² de terrains non bâtis à Brindisi et de 138 008 m² de routes et d'aires de stationnement à Brindisi; tout ceci au moyen de 35 contrats de services dont 14 relatifs à l'entretien des bâtiments, 7 relatifs à l'entretien des périmètres, 10 contrats d'achat et 4 contrats de services collectifs

aux stages préalables au déploiement

9 Séances d'information sur les infections sexuellement transmissibles et le VIH à l'intention du personnel de la Base de soutien logistique

105 Combinés téléphoniques sans fil (norme DECT)

698 Appareils téléphoniques de bureau

3 Systèmes Cisco de gestion des appels

69 Commutateurs

3 Pare-feu

81 Serveurs

2 Pare-feu Cisco Blade

152 Systèmes Cisco

4 Systèmes de stockage de données haut de gamme

Oui 51,7 téraoctets alloués aux données de production, 600 gigaoctets au courrier électronique et 22,7 téraoctets à la reprise après sinistre

707 Ordinateurs de bureau. Le nombre plus élevé que prévu s'explique par la nécessité d'acquérir des ordinateurs supplémentaires pour équiper les nouveaux laboratoires et la salle de formation

134 Ordinateurs portables

79 Imprimantes

7 Traceurs

46 Expéditeurs numériques

2 Bibliothèques de bandes magnétiques

Oui Entretien de 53 bâtiments en dur, de 13 modules à parois souples, de 111 modules préfabriqués et de 343 028 m² de terrains non bâtis, y compris des espaces verts, bitumés ou cimentés, des routes et des aires de stationnement, gérés au moyen de 35 contrats de services, dont 14 relatifs à l'entretien des bâtiments, 7 relatifs à l'entretien des périmètres et 4 contrats de services collectifs

Bureau du Directeur

Prestation de services de sécurité 24 heures sur 24 et 365 jours par an, à Brindisi et à Valence

Services d'administration des contrats

Appui au Bureau régional de la sécurité aérienne et supervision des activités menées par celui-ci, notamment la coordination de 9 visites d'évaluation de la sécurité aérienne et de 2 visites d'inspection auprès des transporteurs aériens

Mise au point d'une fonction de planification, y compris l'établissement de 12 rapports sur l'analyse des risques et de 4 rapports sur l'exécution du budget et l'utilisation des ressources de la Base

Traitement de 1 300 demandes d'indemnité pour frais d'études

Examen de 1 500 dossiers de candidature envoyés au Conseil central de contrôle pour le personnel des missions pour approbation, formulation de recommandations et examen de 800 dossiers

Oui Des services de sécurité sont fournis 24 heures sur 24 et 365 jours par an sur les deux sites.

Oui Six visioconférences se sont tenues pour établir la structure de communications avec les sections/les interlocuteurs chargés de l'administration des contrats dans les missions.

Une conférence inaugurale de 5 jours sur l'administration des contrats a été organisée, réunissant 20 participants des missions et du Siège.

Quatre ateliers consacrés à l'examen des politiques d'administration des contrats se sont tenus durant la conférence.

Des réseaux de praticiens de l'administration des contrats passés par les missions ont été mises sur pied afin de favoriser l'échange d'informations et de connaissances.

10 Visites d'évaluation. L'inspection des transporteurs aériens continue de relever de la responsabilité du Siège.

12 Rapports mensuels d'ensemble sur les activités du Centre de services mondial présentés au Secrétaire général adjoint

12 Rapports mensuels sur l'exécution du budget du Centre de services mondial

594 Demandes d'indemnités pour frais d'études traitées. Le nombre inférieur aux prévisions est dû au fait que le Groupe de traitement des indemnités pour frais d'études n'a été mis en place à la Base de soutien logistique qu'en janvier 2012.

12 193 Recommandations d'approbation de candidats ont été adressées au Conseil central de contrôle pour le personnel des missions. Le nombre plus élevé que prévu est dû à l'augmentation du nombre des candidats dont l'inscription sur la liste du Conseil central de contrôle a été recommandée.

372 Dossiers du Conseil central de contrôle ont été examinés.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012.)

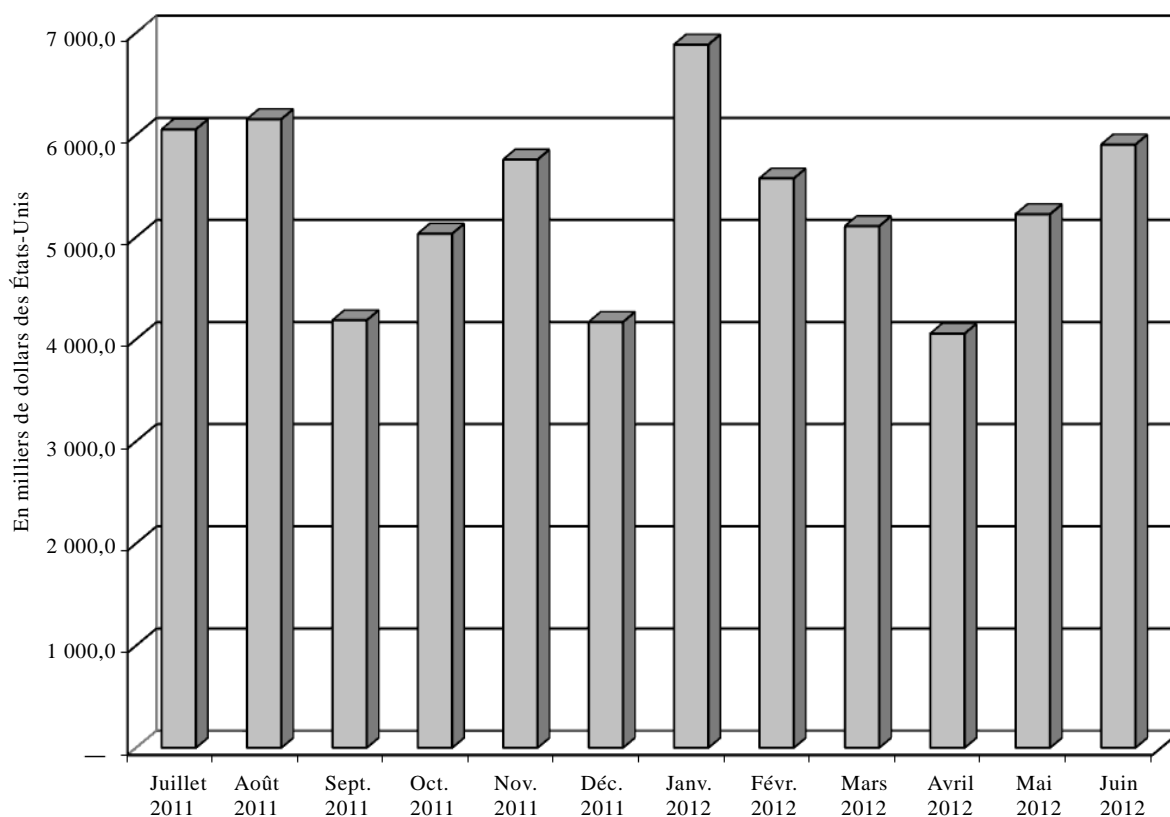
Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	18 667,3	18 784,5	(117,2)	(0,6)
Personnel recruté sur le plan national	20 834,5	19 729,7	104,8	5,3
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autres que pour les réunions)	976,0	897,2	78,8	8,1
Total partiel	40 477,8	39 411,4	1 066,4	2,6
Dépenses opérationnelles				
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	672,1	672,6	(0,5)	(0,1)
Voyages	1 242,6	1 118,6	124,0	10,0
Installations et infrastructures	8 457,5	6 919,8	1 537,7	18,2
Transports terrestres	609,0	568,2	40,8	6,7
Transports aériens	–	–	–	–
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Communications	7 508,2	7 431,0	77,2	1,0
Informatique	7 833,4	6 680,5	1 152,9	14,7
Santé	340,1	265,5	74,6	21,9
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 371,8	1 185,6	186,2	13,6
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	28 034,7	24 841,8	3 192,9	11,4
Total brut	68 512,5	64 253,2	4 259,3	6,2
Recettes provenant des contributions du personnel	6 249,9	5 889,0	360,9	5,8
Total net	62 262,6	58 364,2	3 898,4	6,3
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	68 512,5	64 253,2	4 259,3	6,2

B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
II. Personnel civil	40 477,8	(120,0)	40 357,8
III. Dépenses opérationnelles	28 034,7	120,0	28 154,7
Total	68 512,5	-	68 512,5
Pourcentage de réaffectations			0,2

C. Évolution des dépenses mensuelles



21. Le montant élevé des dépenses enregistré en début d'exercice est imputable à l'engagement des crédits nécessaires pour financer des dépenses renouvelables et honorer d'autres contrats. En janvier 2012, les dépenses ont augmenté du fait de la nécessité d'engager des ressources supplémentaires en vue de régler certains achats effectués en début d'exercice.

D. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	827,4
Recettes diverses ou accessoires	965,4
Ajustements sur exercices antérieurs	(6,7)
Engagements d'exercices antérieurs : économies réalisées ou annulations	529,7
Total	2 315,8

E. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Mémorandum d'accord ^a	6 002,5
Contributions volontaires en nature	–
Total	6 002,5

^a Compte tenu de la valeur des bâtiments à usage de bureaux, ateliers, entrepôts et terrains non bâtis mis à disposition par le Gouvernement italien (3 311 600 dollars) et des bâtiments à usage de bureaux mis à disposition par le Gouvernement espagnol (2 690 900 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(117,2)	(0,6 %)

22. Le dépassement de crédits s'explique principalement par des dépenses de personnel plus élevées que prévu, en grande partie imputables aux frais de voyage à l'occasion du recrutement et aux primes d'affectation liés au personnel nouvellement recruté sur le plan international. Il est en partie compensé par un montant moins élevé que prévu au titre des contributions du personnel, qui s'explique par la diminution des taux de contribution du personnel qui a pris effet le 1^{er} janvier 2012.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	1 104,8	5,3 %

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis. Les écarts sont analysés lorsqu'ils atteignent au moins plus ou moins 5 % ou 100 000 dollars.

23. La sous-utilisation des crédits est due au fait que le montant effectif des dépenses communes de personnel a été plus faible que celui inscrit au budget. Le taux de dépenses communes de personnel prévu au budget était de 40 % alors que le taux effectif a été de 30 %.

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	78,8	8,1 %

24. La sous-utilisation des crédits s'explique par le fait que le taux de vacance de postes effectif pour le personnel temporaire (autre que pour les réunions) a été de 19,9 %, alors qu'un taux de 9 % était prévu au budget. Elle est contrebalancée par le paiement à titre rétroactif de sommes dues depuis 2008 à un membre du personnel recruté sur le plan international suite au reclassement de son poste de la classe FS-5 à la classe FS-6.

	<i>Écart</i>	
Voyages	124,0	10,0 %

25. La sous-utilisation des crédits est due au fait que les voyages des membres de la Force de police permanente et du Corps permanent de spécialistes des questions judiciaires et pénitentiaires ont été moins nombreux de prévu en raison du déploiement de personnel à la MINUSS et à l'UNPOS au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2011/12.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	1 537,7	18,2 %

26. La sous-utilisation des crédits s'explique essentiellement par les économies réalisées du fait du non-remplacement de biens dont la durée de vie utile a été prolongée; par des coûts moins élevés que prévu au titre de l'achat de mobilier de bureau; par une consommation d'électricité plus faible que prévu du fait de l'application de mesures d'économie d'énergie et une consommation de fioul domestique plus faible que prévu en raison de bonnes conditions climatiques; par le report de certains projets de rénovation en raison de l'augmentation attendue du coût des services de construction et des retards enregistrés dans l'exécution du projet d'installation d'un bloc d'alimentation sans interruption dynamique du fait de la longueur des procédures d'achat. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu résultant de l'achat d'un système de télévision en circuit fermé supplémentaire pour les nouveaux locaux de la Base de soutien logistique et de la remise en état et de l'entretien de locaux en prévision de l'arrivée de nouveaux membres du personnel dont les fonctions ont été transférées du Siège à la Base.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	40,8	6,7 %

27. La sous-utilisation des crédits est principalement imputable à une consommation de carburant moins élevée que prévu du fait de l'utilisation accrue de véhicules électriques dans l'enceinte de la Base et à une diminution des besoins de services de transport en raison d'un nombre de sessions de formation et de visites officielles inférieur aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Communications	77,2	1,0 %

28. La sous-utilisation des crédits est due au coût moins élevé que prévu des services de réparation et d'entretien du matériel de communications majeur et des services de transmission de voix et de données, du fait de l'utilisation du service de routage le moins cher pour les lignes fixes, d'une utilisation plus faible que prévu des communications interurbaines et internationales, et de l'incidence favorable de l'appréciation du dollar des États-Unis par rapport à l'euro. Elle est en partie contrebalancée par les dépenses supplémentaires engagées pour acheter du matériel de télé-visioconférence de forte puissance pour répondre à la demande croissante de tels services de la part des missions et autres parties intéressées.

	<i>Écart</i>	
Informatique	1 152,9	14,7 %

29. La sous-utilisation des crédits est principalement imputable au fait que le matériel informatique prévu dans le cadre du projet d'installation d'un bloc d'alimentation sans interruption dynamique, qui a été reporté, n'a pas été acheté et que les dépenses au titre des pièces de rechange ont été moins élevées que prévu en raison de l'existence de stocks suffisants.

	<i>Écart</i>	
Santé	74,6	21,9 %

30. La sous-utilisation des crédits est imputable au fait que les frais de gestion des stocks ont été moins élevés que prévu, en raison de la réduction des stocks d'articles médicaux faisant partie des stocks stratégiques pour déploiement rapide entreposés en Allemagne.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	186,2	13,6 %

31. La sous-utilisation des crédits s'explique par la baisse des coûts du fret et des services connexes, grâce aux offres plus favorables reçues de fournisseurs à l'issue d'un nouvel appel d'offres, et par des frais moins élevés que prévu au titre de l'entretien des routes dans l'enceinte de la Base en vertu du mémorandum d'accord conclu avec l'armée de l'air italienne. Elle a été en partie contrebalancée par des dépenses plus élevées que prévu au titre de l'impression et de la reproduction en raison d'une augmentation du coût de la production d'enseignes et de panneaux plastifiés, de manuels de formation et brochures et d'affiches.

V. Exécution du budget : stocks stratégiques pour déploiement rapide

Ressources financières

32. Le montant total des fonds alloués aux stocks stratégiques pour déploiement rapide pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012 s'élève à 113,3 millions de dollars, dont un montant de 65,6 millions de dollars reporté de l'exercice antérieur, et un montant de 47,7 millions de dollars correspondant à la valeur de remplacement des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés à des missions de maintien de la paix et missions politiques spéciales. En outre, du matériel d'une valeur de 8,6 millions de dollars a été expédié à la MINUSS et sera remplacé une fois que l'Assemblée générale aura approuvé le montant du crédit à ouvrir pour la Mission.

33. Conformément à la résolution 66/266 de l'Assemblée générale, un montant de 50 millions de dollars provenant du transfert de stocks stratégiques pour déploiement rapide a été déduit des ressources à prévoir pour la Base de soutien logistique pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013 et le solde inutilisé de l'exercice en cours, soit 40,5 millions de dollars, a été affecté au solde des fonds pour 2012/13. L'état des fonds et des opérations découlant de la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide est présenté dans les tableaux ci-dessous.

Coût de la reconstitution des stocks stratégiques pour déploiement rapide livrés aux missions

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012)

<i>Opération bénéficiaire</i>	<i>Montant</i>
Opérations de maintien de la paix	
Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour	1 746,38
Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement	960,92
Force intérimaire des Nations Unies au Liban	655,44
Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei	1 939,73
Base de soutien logistique des Nations Unies	330,90
Mission des Nations Unies au Soudan du Sud	3 323,04
Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire	4 929,85
Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo	41,64
Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre	14,85
Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti	738,47
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	7 175,97
Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie	23 999,58
Total partiel	45 856,8

<i>Opération bénéficiaire</i>	<i>Montant</i>
Missions politiques spéciales, missions de consolidation de la paix et autres bénéficiaires	
Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux	106,43
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	265,26
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	431,05
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	14,95
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone	130,15
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine	1,44
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	159,09
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest	472,85
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	4,86
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	135,74
Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	126,97
Total partiel	1 848,8
Coût total de la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice	47 705,6

Mouvements de stocks stratégiques pour déploiement rapide et catégories de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis; exercice budgétaire allant du 1er juillet 2011 au 30 juin 2012)

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Report du solde des fonds de l'exercice 2010/11	65 597,1
Coût de la reconstitution des stocks livrés aux missions au cours de l'exercice 2011/12	47 705,6
Valeur totale	113 302,7
Montant déduit des ressources à prévoir pour la Base de soutien logistique des Nations Unies en 2012/13 conformément à la résolution 66/266 de l'Assemblée générale	50 000,0
Report du solde des fonds pour l'exercice 2012/13	40 534,1
Dépenses en 2011/12	22 834,6
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	(66,0)
Valeur totale	113 302,7
Catégorie de dépenses	
Installations et infrastructures	6 334,7
Transports terrestres	13 667,0
Communications	475,8

<i>Mouvement</i>	<i>Montant</i>
Informatique	2 022,9
Santé	334,2
Dépenses totales de l'exercice	22 834,6

VI. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

34. En ce qui concerne le financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie), il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012, à savoir 4 259 300 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres recettes et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2012, qui s'élèvent à 2 315 800 dollars, provenant d'intérêts créditeurs (827 400 dollars), de recettes diverses ou accessoires (965 400 dollars) et de l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (529 700 dollars).